Ébranlement des hiérarchies traditionnelles en Irlande : des soviets dans la révolution nationale (1918-1923)[1]

Olivier Coquelin
Université de Caen Normandie

Publié dans : Marie-Claude L'Huiller et Anne Jollet (dir.), *Révolution(s) : entre commotions et commémorations, 1917-2017*, Arcidosso (Italie), Éditions Effigi, p. 71-84.

Le souvenir des massacres de masse et de l'enfer des tranchées que laissaient quatre années de guerre mondiale avait fait naître au sein des peuples européens l'espoir de meilleures conditions de vie, voire d'une société nouvelle à jamais purifiée des scories de l'ancien monde. Dans cette perspective, la période d'après-guerre vit ainsi se généraliser à l'échelle continentale des troubles sociaux et politiques, notamment sous forme de grèves générales, de manifestations monstres, d'occupations d'usines et de domaines agricoles, etc. S'inspirant de la Révolution russe de 1917, certains mouvements en vinrent même à prendre une orientation des plus subversives, notamment via l'établissement en 1919 de républiques des conseils, ou soviétiques, en Bavière, en Hongrie et dans le sud-est de la Slovaquie ; de communes agricoles d'inspiration communiste libertaire dans certaines régions de l'Ukraine (de 1918 à 1921) ; ou encore de conseils d'usine dans le nord de l'Italie au cours des « Biennio Rosso » (« les deux années rouges ») de 1919 à 1920... Aussi paradoxal que cela puisse paraître, pareil phénomène subversif toucha également un pays comme l'Irlande. Paradoxal car que des travailleurs expulsent les dirigeants de leurs usines, s'emparent de la gestion de domaines agraires, organisent des collectivités locales en faisant fi des autorités légales, hissent le drapeau rouge et s'érigent en « soviets », sont des faits que l'on peine à associer à l'histoire de l'Irlande. Et pourtant, c'est bel et bien au sein de cette Irlande conservatrice, rurale et peu industrialisée, et en proie aux conflits politiques et ethnico-confessionnels séculaires, qu'une centaine d'expériences autogestionnaires de type « soviétique » virent le jour entre 1918 et 1923 – c'est-à-dire au cours d'une Révolution irlandaise de 1916-23, censée pourtant avoir soudé les différentes couches sociales de la communauté nationaliste, en vue de bouter l'ennemi britannique hors du pays.

L'Irlande présente donc l'intérêt d'avoir ébranlé l'ancien monde à deux niveaux, pendant et à l'issue du Premier conflit mondial : via la lutte contre l'Empire britannique, d'une part ; via la lutte contre les hiérarchies légales, d'autre part ; et au final, via la lutte contre toute forme de hiérarchie

1 N.d.A. : cet article s'inspire d'une sous-partie de mon ouvrage, *L'Irlande en révolutions, entre nationalismes et conservatismes : une histoire politique et sociale (18e-20e siècles)* (Paris, Syllepse, 2018).

traditionnelle. Lutte politico-militaire d'un côté, et lutte socio-économique et socio-politique d'un autre, qui, néanmoins, ne devaient jamais converger, la première l'emportant *in fine* sur la seconde. Laquelle prit ainsi la forme de micro-révolutions éphémères au cours d'une révolution nationale ayant partiellement aboutie, et dont la nature profonde s'avéra au bout du compte des plus conservatrices.

Avant d'effectuer une analyse typologique de ces micro-révolutions, il conviendra d'abord de les replacer dans leur contexte historique national.

L'organisation en soviets d'un certain nombre de travailleurs irlandais eut lieu au cours de la période historique connue comme la Révolution irlandaise de 1916-23. Laquelle, pour aller très vite, fut l'aboutissement d'une longue histoire de domination coloniale (de l'Angleterre puis de la Grande-Bretagne sur l'Irlande), de dépossession terrienne (au profit des colons anglais et écossais de confession protestante), de conflits ethnico-confessionnels (entre protestants de culture anglo-saxonne, et catholiques d'origine celtique ou anglo-normande) et de luttes politiques (pour l'autonomie ou l'indépendance du pays), qui débuta dès le XII^{e} siècle.

Pour ce qui est du point de départ de la Révolution irlandaise, les historiens prennent généralement pour élément déclencheur l'insurrection avortée de Pâques 1916, derrière laquelle l'on trouvait deux forces principales qui profitèrent des difficultés de la Grande-Bretagne sur le continent : avec d'un côté, le mouvement séparatiste (majoritaire), représenté par les miliciens nationalistes des *Irish Volunteers* (les Volontaires irlandais)[2] et, d'un autre côté, le mouvement ouvrier (minoritaire), représenté par le bataillon ouvrier du socialiste James Connolly, l'*Irish Citizen Army* (Armée des citoyens irlandais)[3].

Or si l'insurrection de 1916 n'avait pas réussi à anéantir l'Empire britannique, elle devait néanmoins graduellement ouvrir la voie à la Guerre d'indépendance de 1919-1921, orchestrée là encore par les *Irish Volunteers* – se faisant désormais appelés *Irish Republican Army* (ou IRA) – et son pendant politique, le *Sinn Féin*, sorti grand vainqueur en Irlande des élections législatives de décembre 1918 et porteur d'une stratégie de résistance passive fondée sur la mise en place d'institutions locales destinées à rendre caduque toute ingérence britannique dans les affaires irlandaises. Le conflit prit officiellement fin en décembre 1921 avec la signature du Traité anglo-irlandais, à l'origine d'une guerre civile au sein des forces indépendantistes, de 1922 à 1923, qui

2 Les *Irish Volunteers* est une milice nationaliste créée en 1913, en réplique à la fondation par les unionistes d'une *Ulster Volunteer Force* (armée des volontaires d'Ulster), destinée à faire obstacle à l'application du *Home Rule* (autonomie pour l'Irlande adoptée au parlement de Londres en 1912), les armes à la main si nécessaire.

3 Créée lors de la grève générale de Dublin en 1913, afin d'assurer la protection des travailleurs contre les violences policières, l'*Irish Citizen Army* allait par la suite se transformer progressivement en une force offensive et subversive, sous l'impulsion de James Connolly.

déboucha sur la victoire des partisans du traité, lequel entérinait notamment la division de l'île en deux : avec d'un côté, l'État libre d'Irlande composé des 26 comtés du Sud à dominante nationaliste et catholique, et membre du Commonwealth qu'il quitta en 1949 pour devenir la République d'Irlande ; et d'un autre côté, l'Irlande du Nord, constituée des six comtés de la province d'Ulster à majorité protestante et unioniste, maintenus dans le Royaume-Uni.

Cependant, bien que les nationalistes révolutionnaires ne s'étaient assignés pour but exclusif que l'indépendance politique de l'Irlande – autour de laquelle ils comptaient fédérer les différentes catégories sociales, conformément à leur traditionnelle conception interclassiste de la libération nationale –, un nombre considérable de conflits sociaux, qu'ils fussent industriels ou agraires, balaya le pays progressivement à partir de 1917. La forte croissance de la demande mondiale en denrées alimentaires et en matières premières, engendrée par l'effort de guerre, avait apporté une certaine prospérité intérieure dont ne bénéficièrent guère les travailleurs industriels et agricoles, contrairement à nombre de dirigeants industriels, de commerçants et de gros exploitants agricoles. Le boom économique de l'après-guerre constitua donc l'occasion pour les différentes couches salariales d'en revendiquer radicalement leur juste part. Et ils le firent via une vague de grèves sans précédent qui coïncida avec une recrudescence du militantisme syndical. À titre indicatif : rien que dans le secteur industriel, on comptabilisa 782 grèves – couronnées de succès pour la plupart – de 1918 à 1921[4].

Cependant, parallèlement aux formes traditionnelles de lutte, se propagea en Irlande un modèle organisationnel alternatif, nommé « soviet », auquel recoururent un certain nombre de travailleurs lorsque cessations du travail, négociations ou autres procédés propres au monde agricole s'avérèrent insuffisants pour obtenir pleine satisfaction des revendications. Inspiré du nom russe désignant les divers conseils qui avaient surgi dans le cadre de la Révolution de 1917, ce mode d'action s'appuyait sur la poursuite ou la relance de la gestion et / ou de la production de telle ou telle structure, sous la conduite exclusive de travailleurs en lutte contre une hiérarchie officielle préalablement mise au rebut. Il relevait ainsi de l'autogestion[5] telle que la définit notamment Henri Lefebvre : « Quand un groupe, au sens large, c'est-à-dire les travailleurs d'une entreprise, mais aussi les gens d'un quartier ou d'une ville, quand ces gens n'acceptent plus passivement les conditions d'existence, quand ils ne restent plus passifs devant ces conditions qu'on leur impose ; lorsqu'ils tentent de les dominer, de les maîtriser, il y a tentative d'autogestion. Et il y a une marche dans et vers l'autogestion[6] ». Ou encore

4 Chiffres donnés par Public Record Office London, strikes and lockouts, 1914-21, Lab 34/14-20, Lab 34/32-39. Cité dans Emmet O'Connor, *Syndicalism in Ireland, 1917-23*, Cork, Cork University Press, 1988, p. 25.

5 Il importe ici de préciser que le terme d'« autogestion » est relativement récent, ses premiers usages ne datant que des années 1950. Ce qui signifie que des expériences autogestionnaires – du moins reconnues comme telles rétrospectivement – eurent lieu avant même la création du concept d'autogestion.

6 Entretien donné en 1979 à la revue *Nouvelle critique*. Cité dans Ouvrage collectif, *De l'autogestion : théories et*

Cornélius Castoriadis pour qui l'autogestion désigne un système « où ceux qui accomplissent une activité décident collectivement ce qu'ils ont à faire et comment faire (…). Ainsi, des décisions qui concernent les travailleurs d'un atelier doivent être prises par les travailleurs de cet atelier (...) ; celles qui concernent toute l'entreprise, par tout le personnel de l'entreprise ; celles concernant un quartier, par les habitants du quartier ; et celles qui concernent toute la société, par la totalité des femmes et des hommes qui y vivent »[7]. Ces pratiques autogestionnaires au sein de ces soviets en faisaient donc d'authentiques expériences subversives, comparables aux comités d'usine russes à travers lesquels des ouvriers avaient pris en main la gestion de la production sur leur lieu de travail – ce qui les distinguait des soviets *stricto sensu*, plus soucieux de questions politiques[8].

Or, contrairement aux comités d'usine russes, justement, les soviets irlandais apparurent aussi dans des domaines autres qu'industriels et à des fins autres qu'économiques et sociales. Ainsi en fut-il du secteur agricole et de divers services (hospitalier, portuaire et de transport), auxquels s'ajoutèrent certaines collectivités urbaines où les travailleurs organisés en soviets poursuivirent des visées non plus socio-économiques mais socio-politiques. Ceux qui s'inscrivirent dans cette dernière démarche servirent, en quelque sorte, d'auxiliaires au mouvement indépendantiste, représenté par l'IRA et le *Sinn Féin*. Cela advint par deux fois lors de la Guerre d'indépendance. Ainsi, pendant deux jours, en avril 1920, lorsque maintes villes du pays (Cork, Galway, Tralee, Mitchelstown, Ennis, Nenagh, Charleville...) passèrent sous le contrôle exclusif de travailleurs syndiqués, protestant contre les conditions de détention de prisonniers séparatistes, en grève de la faim dans la prison de Mountjoy à Dublin. Résultat : 87 détenus politiques, membres du *Sinn Féin*, furent libérés et hospitalisés, suite à cette mobilisation massive qui vit les syndicats former des comités ou conseils *ad hoc* chargés de gérer les affaires communales, en lieu et place des autorités officielles[9]. Un an auparavant, la ville de Limerick avait connu un destin plus ou moins similaire, resté depuis dans l'histoire, de par la couverture médiatique internationale dont il avait fait l'objet à l'époque.

Tout débuta le 6 avril 1919. Incarcéré à Limerick depuis plus deux mois, Robert Byrne, syndicaliste membre de l'IRA, réussit à échapper à la vigilance de ses geôliers, non sans l'aide de nationalistes révolutionnaires locaux. L'évasion prit toutefois une mauvaise tournure : Byrne et un policier furent blessés à mort. En conséquence de quoi, les autorités britanniques déclarèrent la ville

pratiques, Paris, Editions CNT-RP, 2013, p. 40.

7 Cornélius Castoriadis, « Autogestion et hiérarchie », Editions grain de sable, 2012, p.2. Extrait de *Le Contenu du socialisme*, paru en 1979 aux éditions 10 / 18. Edition en ligne : http://www.autogestion.asso.fr/?p=1995 (consulté le 14 août 2016).

8 Sur les soviets et les comités d'usine russes, voir Marc Ferro, *Des Soviets au communisme bureaucratique*, Paris, Gallimard, 1980 ; Oskar Anweiler, *Les Soviets en Russie, 1905-1921*, Paris, Gallimard, 1972.

9 Voir les différents comptes-rendus de la presse nationale de l'époque, *Freeman's Journal,* 14 avril 1920, p. 4 ; *The Irish Independent*, 14 avril 1920, p. 6 ; *The Irish Times*, 14 et 15 avril 1920, p. 6 ; *The Irish Examiner,*14 et 15 Avril 1920 p. 5.

« zone militaire spéciale ». Chaque citoyen devait désormais détenir un permis pour pouvoir y accéder et en sortir. Face à ce qui fut considéré comme une atteinte à la liberté de circulation, plusieurs voix s'élevèrent et en particulier celle du conseil des syndicats de Limerick qui, le 14 avril, déclencha une grève générale en signe de protestation. Celle-ci, malgré ses visées politiques, n'en était pas moins imprégnée d'une forte saveur sociale, entièrement organisée qu'elle fut par des représentants de la classe ouvrière, avec néanmoins l'appui de la plupart des commerçants et des artisans, des conseillers municipaux majoritaires du *Sinn Féin* et du clergé catholique local. Le conseil des syndicats nomma ainsi un comité de grève, rapidement désigné comme le « soviet », en charge de la gestion communale, par le biais de sous-comités responsables de la propagande, de l'alimentation, de la sûreté et des finances (pour pallier la pénurie de ressources financières, le soviet en vint même à émettre sa propre monnaie). Tous ces efforts finirent par porter leurs fruits : la hiérarchie militaire leva la loi martiale le 6 mai, soit près d'une semaine après la dissolution du « Soviet de Limerick »[10].

Toutefois, ce furent davantage des questions socio-économiques qui motivèrent l'instauration de soviets, que ce fût lors de conflits industriels, agraires ou dans les services, les services où justement naquit l'un des premiers soviets, une semaine à peine après le déclenchement de la Guerre d'indépendance, le 21 janvier 1919. Deux jours plus tard, donc, le personnel soignant et encadrant de l'asile d'aliénés de Monaghan débrayait pour obtenir une hausse des salaires et de meilleurs conditions de travail. Le 28 janvier, les rumeurs d'une intervention policière ou militaire pour faire évacuer l'établissement occupé incitèrent la centaine de grévistes à s'en emparer et à le faire fonctionner indépendamment de la direction. Les employés barricadèrent ainsi les entrées, hissèrent le drapeau rouge, formèrent un comité « soviétique » et élurent directeur de l'asile, Peadar O'Donnell, représentant local du puissant *Irish Transport and General Workers' Union* (Syndicat des transporteurs irlandais). Malgré son caractère radical et subversif, le mouvement reçut le soutien non seulement des internés et de la population locale, mais aussi des clergés, toutes confessions confondues, du *Sinn Féin* et des unionistes, et même des policiers massivement déployés autour du bâtiment. Au bout de sept jours, la crainte que cet élan de grande sympathie ne se transformât en grève générale amena les dirigeants officiels à céder à toutes les revendications, mettant par là-même un terme à l'expérience « soviétique » de l'asile de Monaghan[11].

10 Sur le Soviet de Limerick, voir Liam Cahill, *Forgotten Revolution: Limerick Soviet, 1919, A Threat to British Power in Ireland*, Dublin, O'Brien Press, 1990. Édition en ligne, 2003: http://www.limericksoviet.com/Book.html (consulté le 6 février 2013) ; D. R. O'Connor Lysaght, *The Story of The Limerick Soviet, April 1919*, Limerick Soviet Commemoration Committee, 3rd edition, 2003 (orig. 1979). Édition en ligne : http://homepage.eircom.net/~paddytheassessor/lim//lysaght.htm (consulté le 6 février 2013).

11 Voir *Freeman's Journal,* 30 janvier 1919, p. 4, 1 février, p. 6, 3 février, p. 4, 21 février 1919, p. 4 ; *The Irish Examiner*, 30 janvier 1919, p. 4-5, 31 janvier 1919, p. 5, 1 février 1919, p. 9, 3 février1919, p. 6, 4 février1919, p. 5 ; *The Irish Independent*, 30 janvier1919, p. 2-3, 31 janvier 1919, p. 2, 1 février1919, p. 5, 3 février 1919, p. 3 ; *The Irish*

D'autres services firent également l'objet d'une expérience « soviétique » autogestionnaire : les transports ferroviaires du comté de Cork, du 10 au 16 février 1922, quand plusieurs centaines de cheminots – en grève depuis le 26 janvier pour protester contre la baisse de leurs salaires – prirent possession de quatre gares et relancèrent eux-mêmes l'exploitation des lignes de chemin de fer jusqu'à la signature d'un compromis[12] ; les services portuaires de Cork et de Cohb (non loin de Cork) qui, le 6 septembre 1921, précisément de 10h30 à 16h30, passèrent sous le contrôle exclusif d'une centaine d'employés et ouvriers grévistes, avant la conclusion d'un accord garantissant le réglement du conflit salarial par voie d'arbitrage[13]. Si ces deux derniers soviets apparaissent comme les plus éphémères d'entre tous (c'est-à-dire six heures seulement !), c'est dans le secteur agricole que des organisations autogérées devaient battre des records de longévité (c'est-à-dire près de dix mois) – à commencer par le Soviet de Broadford.

Outre sa durée, donc, ce soviet agraire présentait la particularité d'avoir vu le jour dans une localité rurale de l'ouest du pays – le village de Broadford et ses environs (comté de Clare) – peu réputée pour sa tradition d'action syndicale. Ainsi, en février 1922, un groupe d'agriculteurs non propriétaires et affiliés au syndicat des transporteurs prit à son compte la gestion du domaine agricole de James Dennison Going, aux dépens des employés qui en avaient eu jusque-là la charge. À cette fin, ils créèrent le « Comité des fermiers, des tenanciers, des ouvriers et des travailleurs du syndicat des transporteurs de la propriété Going », élisant l'un d'entre eux à sa tête. Le nouveau « soviet » se fixait pourtant des objectifs a priori bien modestes : la réduction des loyers et la redistribution des prairies au profit des petits tenanciers. Or, face au refus obstiné de l'agent du propriétaire, seule une prise de contrôle effective du domaine pouvait leur permettre d'obtenir satisfaction, via la mise en œuvre de leurs revendications par leurs propres soins. En clair, il s'agissait pour eux non pas d'exproprier le propriétaire à proprement parler, mais entre autres, d'honorer leurs loyers à leurs propres conditions, c'est-à-dire bien en-dessous du montant officiellement requis. Ce qu'ils firent jusqu'en novembre 1922, date à laquelle ils restituèrent le domaine non sans faire l'objet de poursuites judiciaires, qui se prolongèrent au moins jusqu'en avril 1926. Par ailleurs, ils convertirent une partie des terres en paturâges communs, louèrent des parcelles à des paysans « sans terre » de Broadford, nommèrent des responsables chargés de la surveillance des troupeaux et de l'entretien des clôtures, et expulsèrent les employés refusant de se

Times, 8 février 1919, p. 1, 15 février 1919, p. 6 ; *The Anglo-Celt*, 1 février 1919, p. 6-7, 8 février 1919, p. 3.

12 Voir notamment *The Cork Examiner*, 27 janvier 1922, p. 5, 28 janvier 1922, p. 7, 30 janvier 1922, p. 4-5, 1 février 1922, p. 4-5, 3 février 1922, p. 5, 6 février 1922, p. 4-6, 7 février 1922, p. 5, 9 février 1922, p. 4-6, 11 février 1922, p. 5-6, 13 février 1922, p. 6, 15 février 1922, p. 4-5, 16 février 1922, p. 4-7, 17 février 1922, p. 4, 18 février 1922, p. 8 ; et l'organe du Parti communiste irlandais *The Workers' Republic*, 11 et 18 février 1922, p. 3.

13 Voir notamment *The Cork Examiner*, 3 septembre 1921, p. 8, 7 septembre 1921, p. 5, p. 8, 8 septembre 1921, p. 8, 15 octobre 1921, p. 7, 20 octobre 1921, p. 3.

plier aux exigences du soviet[14].

À cette expérience en milieu rural s'ajoutèrent d'autres plus ou moins similaires, tels les soviets de Toovahera, de Kilfenora et de Ballyvaughan (tous également situés dans le comté de Clare), probablement d'avril 1922 à février 1923 ; ou encore, bien avant cela, la ferme collective de plusieurs milliers d'hectares implantée dans le comté de Galway, au printemps 1920, après expropriation des propriétaires. En fait, ici chaque cas fut l'œuvre de laissés-pour-compte des lois agraires de 1903 et 1909[15], aspirant notamment à une plus juste répartition des terres et une baisse drastique des loyers, qu'ils imposèrent en s'appropriant la direction des domaines, en lieu et place des propriétaires terriens et de leurs agents[16]. Cependant, comme l'avait déjà souligné l'historien Fergus Campbell en 2005[17], l'agitation agraire qui ravagea l'ouest du pays à l'époque révolutionnaire n'a pas encore donné lieu à un examen approfondi, susceptible de faire davantage ressortir son caractère socialement subversif – examen approfondi dont ont, en revanche, bénéficié les conflits industriels[18].

Le principe d'autogestion connut un nombre de mises en œuvre tel qu'il serait trop long de toutes les présenter ici, même succinctement. Certaines méritent néanmoins quelque attention. À commencer par le soviet que les mineurs d'Arigna (dans le comté de Leitrim) instituèrent en mai 1921, en vue de relancer la production de l'un des puits fermés par la direction de l'entreprise minière, suite au refus des mineurs d'accepter des réductions de salaire. Les mineurs finirent néanmoins par restituer le site une fois le conflit résolu, deux mois plus tard[19]. Puis, en septembre de la même année, ce fut le tour d'une quarantaine de techniciens de la fonderie de Drogheda (comté de Louth) – également en lutte contre la baisse des salaires – de s'ériger en soviet sur leur lieu de travail, avant d'en être délogé par la police au bout d'une journée seulement[20]. Un sort assez proche attendit, en novembre 1921, les travailleurs de la pêcherie de Castleconnell (comté de Limerick). Organisés en soviet afin d'obtenir la rémunération de leurs heures supplémentaires, ils eurent

14 Sur le Soviet de Broadford, voir Michael McCarthy, “The Broadford Soviet”, *The Old Limerick Journal*, n° 4, 1980, p. 37-40. Version en ligne : http://www.limerickcity.ie/media/Media,3937,en.pdf (consulté le 8 février 2013)

15 La politique d'implantation coloniale menée en Irlande au XVII[e] siècle atteignit un degré de réussite tel qu'en 1703, les catholiques, malgré leur écrasante supériorité numérique, ne possédaient plus que 14 % des terres, contre 90 % cent ans plus tôt ! Ce n'est que suite à la « guerre agraire » de la fin des années 1870 que la paysannerie catholique allait graduellement reprendre possession des terres, principalement en dehors de l'Ulster, via toute une série de réformes agraires, culminant avec les lois Wyndham (1903) et Birrell (1909) qui leur permettaient d'acheter leurs exploitations notamment par voie de prêts remboursables à l'État.

16 Sur ces expériences en milieu rural, voir *Freeman's Journal*, 9 mai 1923, p. 5, 17 mai 1923, p. 6, 25 mai 1923, p. 6 ; Kevin O'Shiel, “The Dail land courts”, *The Irish Times*, 14 novembre 1966, p. 10.

17 Fergus Campbell, *Land and Revolution, 1890-1921*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p. 226-285.

18 Voir notamment Emmet O'Connor, *Syndicalism in Ireland, 1917-23*, *op.cit.* ; Conor Kostick, *Revolution in Ireland: Popular Militancy, 1917-23*, London, Pluto Press, 1996.

19 *Freeman's Journal*, 28 mai 1921, p. 5 ; *The Irish Independent*, 30 mai 1912, p. 6.

20 *Freeman's Journal*, 15 septembre 1921, p. 3, 16 septembre 1921, p. 6, 17 septembre 1921, p. 5, 3 novembre 1921, p. 5 ; *The Irish Times*, 16 septembre 1921, p. 5, 3 novembre 1921, p. 6.

finalement gain de cause après avoir été contraints de négocier, sous la menace des armes de l'IRA[21]. Les ouvriers des minoteries de Quaterstown (comté de Cork) eurent moins de chance : en grève depuis le 13 janvier 1922 – là aussi pour la défense des salaires –, ils décidèrent d'investir les usines et firent repartir la machine productive jusqu'à leur départ forcé, une semaine plus tard, sur injonction de l'IRA, provoquant par là-même l'échec du mouvement[22]. Autre soviet encore qui vit l'intervention des forces de l'ordre (en l'occurrence l'armée nationale de l'Etat libre d'Irlande, créée au lendemain de la signature de l'accord de paix anglo-irlandais de décembre 1921) : celui de l'usine à gaz de la ville de Tipperary, établi sur fond de conflit salarial, de mars à août 1922[23]. Mais le vent de la révolte autogestionnaire souffla surtout sur une industrie laitière et boulangère du sud-ouest du pays, contrôlée par l'entreprise Cleeve.

Cleeve est le nom d'une riche famille protestante qui, à l'époque de la Révolution irlandaise, se trouvait à la tête d'un réseau de plus de cent laiteries, minoteries et usines dédiées à la fabrication de lait condensé et de pain, situées dans les comtés de Limerick, Tipperary et Cork. Cet empire industriel et commercial employait près de 3 000 personnes et se faisait fournir par environ 5 000 céréaliers et producteurs laitiers. À partir de 1918, l'entreprise Cleeve, comme bien d'autres à travers le pays, fut le théâtre de conflits sociaux portant sur les salaires et les conditions de travail, dont un certain nombre devait tourner à l'expérience « soviétique » autogestionnaire : d'abord du 15 au 21 mai 1920, dans la laiterie de Knocklong (comté de Limerick) et ses douze branches installées dans des localités voisines, toutes restituées après satisfaction des revendications ; puis, du 15 août au 3 septembre 1921, dans la minoterie et l'usine de fabrication de pain de Bruree (comté de Limerick), rendue à ses propriétaires non sans l'intercession de l'IRA ; et enfin, de mai à juillet-août 1922, dans 39 laiteries et usines de fabrication de lait condensé et de pain des comtés de Limerick, Tipperary et Cork, graduellement mises en échec par le jeu combiné du boycott des céréaliers et des producteurs laitiers, et de l'ingérence de l'armée nationale de l'Etat libre d'Irlande. Par ailleurs, outre l'emploi du terme « soviet » pour les désigner, les expériences autogestionnaires de l'entreprise Cleeve se caractèrisèrent par d'autres symboles subversifs, tel le drapeau rouge hissé sur le toit des établissements, ou encore sous la forme de slogans ouvertement anti-capitalistes comme le fameux, « Nous faisons du pain pas de profit », inscrite sur la façade de l'usine de Bruree[24].

21 *The Voice of Labour*, 10 décembre 1921, p. 4.
22 *Freeman's Journal*, 16 janvier 1922, p. 5, 27 janvier 1922, p. 5, 2 février 1922, p. 7, 8 février 1922, p. 5, 9 février 1922, p. 4, 10 février 1922, p. 6 ; *The Irish Examiner*, 27 janvier 1922, p. 6, 28 janvier 1922, p. 3, 9 février 1922, p. 6, 10 février 1922, p. 2, 11 février 1922, p. 6.
23 *The Voice of Labour*, 10 mars 1922, p. 2 ; *Freeman's Journal*, 6 mars 1922, p. 5, 13 mars 1922, p. 5, 22 mars 1922, p. 6, 5 août 1922, p. 4 ; *The Irish Independent*, 29 juillet 1922, p. 5.
24 Sur les soviets de l'entreprise Cleeve, voir David Lee, “The Munster Soviets and the Fall of the House of Cleeve”, dans David Lee, Debbie Jacobs (eds), *Made in Limerick*, Vol. 1, History of industries, trade and commerce, Limerick Civic Trust, 2003, p. 287-306. Version en ligne : http://www.limerickcity.ie/media/limerick%20soviet%2015.pdf (consulté le 8 février 2013) ; D. R. O'Connor Lysaght, “The Munster Soviet Creameries”, *Irish History Workshop*, vol.

Mais si, de 1918 à 1921, la grande majorité des travailleurs organisés en soviets finirent par atteindre leurs objectifs initiaux (fondés sur l'augmentations de leurs salaires, la réduction du temps de travail, la réingration de salariés abusivement licenciés...), le mouvement devait prendre une toute autre ampleur lorsqu'il fallut lutter cette fois contre les baisses de salaires que maints employeurs irlandais cherchèrent, à imposer au cours de la crise économique de 1921-23. Pareilles circonstances encouragèrent la résurgence de soviets autogérés qui, d'instruments tactiques destinés à arracher des gains au patronat et aux propriétaires terriens, étaient désormais davantage perçus comme un modèle organisationnel véritablement alternatif aux droits de propriété traditionnels. Les cas les plus emblématiques de cette tendance furent sans conteste les 39 usines de l'entreprise Cleeve, passées sous contrôle ouvrier en réponse à la menace de grève patronale, émise consécutivement à un conflit non résolu, portant justement sur la réduction et des salaires et des effectifs. Cette décision des travailleurs de poursuivre la production se justifiait par le fait que la fermeture des établissements « mett(rait) en péril les moyens de subsistance de 5 000 fermiers, risqu(erait) de détruire la production nationale à hauteur de plusieurs milliers de livres par semaine, et condamn(erait) 3 000 ouvriers sans travail et leur famille à mendier et à mourir de faim ». C'était donc « dans l'intérêt de la communauté et afin de préserver cette industrie pour la nation » que les ouvriers reçurent pour consigne de continuer le travail comme si de rien n'était. Le caractère indubitablement révolutionnaire de leurs desseins se manifesta ainsi dans cette volonté de développer leur mode de production autogestionnaire, au nom non seulement de la sauvegarde d'une industrie des plus importantes à l'échelle nationale, mais aussi au nom de la souveraineté populaire incarnée dans leur devise, « Longue vie au peuple souverain »[25]. Pourtant, l'expérience ne se perpétua guère au delà de trois mois. L'intervention de l'armée nationale de l'Etat libre d'Irlande, doublée du refus des céréaliers et des producteurs laitiers d'approvisionner les usines sous contrôle ouvrier – ce que l'historien Emmet O'Connor nomme « la réponse conservatrice » aux désordres sociaux[26] – eut ainsi graduellement raison des soviets de l'entreprise Cleeve. Sans parler des dirigeants syndicaux et travaillistes nationaux, dont le réformisme doctrinaire les amena tout naturellement à désavouer ou ignorer les soviets affichant la moindre velléité de subversion sociale, à l'instar justement de ceux de l'entreprise Cleeve de 1921 à 1922.

Plus que tout autre chose, l'étude de ce mouvement au potentiel socialement révolutionnaire indéniable rappelle que l'histoire n'est nullement un processus linéaire, un modèle d'interprétation téléologique faisant du présent le résultat inéluctable d'une construction réfléchie et préméditée ;

1, 1981, p. 36-49.
25 Cité dans *The Irish Times*, 15 mai 1922, p. 5.
26 Emmet O'Connor, *op.cit.*, p. 154.

quand celui-ci apparaît plutôt comme l'aboutissement d'une longue série d'accidents advenus en des circonstances largement imprévisibles et inéxorables.

Ainsi en fut-il des soviets irlandais, dont les protagonistes s'inspirèrent du contexte politique et social européen de l'époque, et profitèrent des troubles et de l'instabilité régnant dans le pays pour mettre en œuvre, de façon spontanée, un modèle organisationnel alternatif fondé sur l'autogestion. Et pourtant, la partie de l'île où eurent lieu pratiquement toutes ces expériences n'était-elle pas censée rejeter viscéralement toute forme de socialisme, de par son caractère fondamentalement rural, catholique et nationaliste[27] ? Probablement, en effet ! Sauf que la Révolution irlandaise apparut aussi comme une période de transition, au cours de laquelle les forces progressistes incarnées dans le mouvement syndical s'affirmèrent et se développèrent très rapidement en vue d'assurer aux travailleurs la pleine reconnaissance de leurs droits dans la perspective d'une Irlande indépendante. La société conservatrice dans laquelle l'Irlande du Sud devait évoluer au lendemain de la mise en place de l'Etat libre, n'existait pas encore véritablement. Loin d'être prédéterminé – bien que contenu en germe depuis quelques décennies néanmoins –, l'avènement des paradigmes dominants du nouvel Etat résulta donc plutôt de l'esprit conservateur qui avait fini par imprégner l'ensemble du mouvement indépendantiste orthodoxe, aux dépens de principes progressistes que défendaient pourtant les nombreux travailleurs syndiqués de l'époque – ayant, pour beaucoup, également la fibre nationaliste – et dont les luttes débouchèrent néanmoins quasiment toutes sur des défaites au cours des deux dernières années de la Révolution irlandaise. S'ensuivit dès lors une longue période de désillusions qui se traduisit notamment par le déclin du mouvement ouvrier et des forces progressistes en général.

Cependant, s'il est une leçon à tirer de l'histoire iconoclaste des soviets irlandais, c'est bien la suivante : quelles que soient les caractéristiques d'un territoire déterminé, selon les circonstances du moment, pour citer à nouveau Henri Lefebvre, « quand un groupe, au sens large, c'est-à-dire les travailleurs d'une entreprise, mais aussi les gens d'un quartier ou d'une ville, quand ces gens n'acceptent plus passivement les conditions d'existence, quand ils ne restent plus passifs devant ces conditions qu'on leur impose ; lorsqu'ils tentent de les dominer, de les maîtriser, il y a tentative d'autogestion. Et il y a une marche dans et vers l'autogestion[28] ».

27 Il n'y aurait eu qu'une seule expérience de type « soviétique » (du moins désigné comme telle par certains journalistes) dans la partie de l'île constituant aujourd'hui l'Irlande du Nord, lors de la grève générale de Belfast en janvier-février 1919.

28 Entretien donné en 1979 à la revue *Nouvelle critique*. Cité dans Ouvrage collectif, *De l'autogestion : théories et pratiques*, *op. cit.*, p. 40.